

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIË

AVIS 32.045/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 32.045/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 23 juillet 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "modifiant l'article 43 et insérant les articles 43ter, 44bis, 46bis et 69 dans les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966 et modifiant l'article 43quinquies de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire", a donné le 17 septembre 2001 l'avis suivant :

De RAADVAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 23 juli 2001 door de Minister van Ambtenarenzaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van artikel 43 van en tot invoeging van de artikelen 43ter, 44bis, 46bis en 69 in de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966 en tot wijziging van artikel 43quinquies van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken", heeft op 17 september 2001 het volgende advies gegeven :

Observation préalable

Compte tenu de son objet, l'avant-projet de loi devrait être proposé, et contresigné non seulement par le Ministre de la Fonction publique mais également par le Ministre de la Justice; ce dernier peut, conformément à l'article 259bis - 12. § 1^{er} du Code judiciaire, solliciter l'avis du Conseil supérieur de la Justice.

Observations particulières

Examen du projet

Dispositif

Article 2

L'article 30 de la Constitution dispose :

"L'emploi des langues usitées en Belgique est facultatif; il ne peut être réglé que par la loi, et seulement pour les actes de l'autorité publique et pour les affaires judiciaires."

Dans les matières que la Constitution réserve à la loi, celle-ci doit définir elle-même les éléments essentiels de la matière concernée. Seul un pouvoir d'exécution limité peut être accordé au Roi.

A cet égard, l'article 2 en projet suscite deux difficultés.

1. Selon l'exposé des motifs :

"La notion de «service public fédéral» est la nouvelle appellation pour un «ministère» qui a été créé par l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral."

Interrogées à ce sujet, les fonctionnaires déléguées ont précisé que, dans l'esprit de l'auteur du projet, la notion de "service public fédéral centralisé", utilisée à l'article 43, § 8, 1°, en projet ne devrait recouvrir que les services publics fédéraux créés par l'arrêté royal du 7 novembre 2000. Les actuels ministères, tant qu'ils ne seraient pas remplacés ou intégrés, dans un de ces nouveaux "services publics fédéraux", resteraient soumis au régime actuel de l'article 43, et non au nouveau régime institué par l'article 43ter en projet.

Cette explication n'apparaît pas du texte en projet.

Par ailleurs, en raison de l'exigence constitutionnelle de légalité rappelée ci-dessus, la loi, qui règle l'emploi des langues dans l'administration générale, ne doit donc pas renvoyer à des services déterminés, tels qu'ils ont été créés par le Roi, mais bien à des catégories de services, définies in abstracto par la loi elle-même ¹.

Ces catégories doivent être déterminées par des définitions légales rédigées de manière univoque et ne peuvent être soumises à des règles différenciées que pour des motifs justifiés.

(1) L'article 1^{er} des lois coordonnées prévoit ainsi qu'elles s'appliquent, notamment, "aux services publics centralisés et décentralisés de l'Etat...". Aucune disposition ne fait allusion aux "ministères".

Par conséquent, lorsque l'article 43, § 8, en projet prévoit que les dispositions de cet article ne sont pas applicables "aux services centraux des services publics centralisés", il ne tend pas à exclure de son champ d'application les services centraux des seuls "services publics fédéraux" institués en application de l'arrêté royal du 7 novembre 2000, mais bien ceux de toutes les administrations centralisées de l'Etat, en ce compris donc, les actuels "ministères" fédéraux.

2. Le principe constitutionnel de légalité rappelé ci-dessus exclut toute habilitation donnée au Roi de compléter la liste des administrations soumises à la loi en fixant de la sorte le champ d'application de celle-ci.

L'alinéa 2 de l'article 43, § 8, 1°, en projet doit, dès lors, être omis.

Article 3

1. L'article 43, § 3, des lois coordonnées prévoit que les emplois doivent être répartis entre les cadres linguistiques,

"... en tenant compte, à tous les degrés de la hiérarchie, de l'importance que représentent respectivement pour chaque service la Région de langue française et la Région de langue néerlandaise."

L'article 43ter, § 3, en projet prévoit une règle similaire pour les services centraux visés à l'article 43, § 8, mais en substituant à la notion de "degrés de la hiérarchie" (en néerlandais: trappen van de hiërarchie), celle de "seuils" (en néerlandais: taaltrappen).

Selon l'exposé des motifs,

"Le paragraphe 3 de l'article 43ter tel que rédigé, est quasi identique au § 3 de l'article 43 des mêmes lois. Le découplage en seuils est retenu mais pour arriver à un nivellement de la hiérarchie dans le cadre de la responsabilisation de l'ensemble des membres du personnel, il y aura moins de seuils."

Cette explication est incompréhensible et n'apporte en tout cas aucune lumière sur ce qui distinguerait la notion de "seuils" de celle de "degrés de la hiérarchie". Si la réforme de l'administration tend au nivellement de la hiérarchie, de telle sorte que la notion de degré de la hiérarchie n'est plus pertinente pour établir les cadres linguistiques, la notion de "seuils", appelée à s'y substituer, doit être explicitée, et ce d'autant plus qu'aucune utilisation courante de ce mot ne permet de déterminer, avec suffisamment de certitude, ce qui est visé.

2. L'article 43ter, § 3, alinéa 1^{er}, en projet, prévoit également que :

"... les emplois correspondant aux fonctions de management fixées par le Roi, excepté éventuellement l'emploi du (lire: de) président du Comité de direction et les emplois y équivalents sont répartis entre les deux cadres en pourcentages égaux à chaque seuil. En plus tous les emplois de président du Comité de direction sont attribués pour les services visés à l'article 43, § 8, en pourcentages égaux au rôle français et au rôle néerlandais."

L'alinéa 4 du même paragraphe permet au Roi de déroger, par un arrêté motivé et délibéré en Conseil des ministres, à cette règle de répartition égale,

"... en faveur des services centraux dont les attributions ou les activités intéressent de façon inégale la région de langue française et la région de langue néerlandaise."

Ces dispositions appellent trois observations.

- a) Tout d'abord, si l'on peut admettre que la loi autorise le Roi, moyennant motivation et délibération du Conseil des ministres, à déroger, dans les conditions qu'elle détermine, à la règle générale qu'elle fixe, il ne se conçoit pas que le Roi soit également chargé de déterminer lui-même le champ d'application de cette règle générale.

Si certes il revient au Roi, en vertu de l'article 107 de la Constitution, de déterminer les différents emplois d'administration générale, le régime linguistique de ces emplois relève de la compétence du législateur. La loi doit donc faire référence à des catégories d'emploi in abstracto et non pas à des emplois ou à des catégories d'emplois fixées par le Roi.

Par conséquent, il convient d'omettre les mots "fixés par le Roi" au paragraphe 3, alinéa 1^{er}.

- b) Le Conseil d'Etat s'interroge sur ce qui est visé par les "emplois ... équivalent aux emplois correspondants aux fonctions de management".

L'exposé des motifs doit s'en expliquer et préciser, notamment, si les emplois à des "fonctions d'encadrement" visées à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 2 mai 2001 précité, doivent être considérés ou non comme de tels emplois.

.../...

- c) Le projet prévoit une double parité : d'une part, entre les fonctions de management au sein de chaque service central, le président du comité de direction éventuellement excepté, et d'autre part, entre les emplois de président de Comité de direction.

La parité entre les emplois de président de Comité de direction suppose un nombre pair de ces emplois. Cet emploi étant unique au sein de chaque service public fédéral en vertu de l'arrêté royal du 7 novembre 2000 portant création et composition des organes communs à chaque service public fédéral, la loi en projet devrait régler dans le respect du principe d'égalité l'hypothèse où un nombre impair de ces services publics fédéraux serait créé.

Par ailleurs et plus fondamentalement, la règle qui veut que les emplois de président du Comité de direction ne sont, le cas échéant, pas pris en compte pour l'appréciation de la parité au sein d'un service public déterminé, implique nécessairement que cet emploi soit affecté à un rôle linguistique déterminé, soit français, soit néerlandais, lorsque le nombre d'emplois à des fonctions de management est impair.

Il convient, dès lors, d'excepter l'emploi du président du Comité de direction au paragraphe 2 en cas de nombre impair de postes à pourvoir, ceci afin d'éviter une contradiction entre les règles inscrites au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, et au paragraphe 3.

3. Le paragraphe 6, alinéa 1^{er}, en projet tend à autoriser qu'un agent soit évalué par un agent de l'autre rôle linguistique, pour autant que celui-ci ait justifié d'une "connaissance fonctionnelle" de la langue de l'évalué, celle-ci étant définie comme étant une connaissance "adaptée à l'exercice de cette tâche d'évaluation ce qui implique qu'il [l'évaluateur] doit être en mesure de comprendre ses collaborateurs et d'être compris par eux. Ne serait pas requise une connaissance écrite active de la deuxième langue.

L'alinéa 3 du même paragraphe autorise, en dérogation à l'article 39, § 1^{er}, le recours "à des traducteurs pour la rédaction de tout document relatif à l'évaluation d'un agent".

Le projet autorise donc ainsi, notamment que le compte-rendu d'un entretien d'évaluation, soit rédigé dans une langue qui soit différente de celle de l'agent, qui aura été utilisée pour l'entretien.

Cette disposition appelle une double observation.

Tout d'abord, il y a lieu de préciser la portée de la dérogation. Il existe, en effet, un lien étroit entre les procédures d'évaluation proprement dites et celles relatives, notamment à la discipline ou à la carrière des agents ².

Par ailleurs, cette dérogation doit être entourée de modalités garantissant à l'agent qu'il puisse contredire tout document résultant d'une traduction.

Article 6

Concernant cette disposition du projet, la Commission permanente de contrôle linguistique a fait, notamment, l'observation suivante.

"Un nouvel article 69 est inséré dans les [lois coordonnées] selon lequel les membres de la police fédérale qui exercent une fonction dans un service où une certaine connaissance d'une autre langue est exigée par les [lois coordonnées] conservent leur emploi durant la période déterminée par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres (maximum 5 ans). Endéans cette période, ils devront satisfaire aux exigences de connaissance linguistique.

Si ces agents sont affectés dans une commune à régime spécial, cette disposition transitoire doit faire l'objet d'une loi spéciale votée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, de la Constitution."

A cette observation le Gouvernement objecte :

"... il faut établir une distinction entre, d'une part, les dispositions en matière d'emploi des langues et, d'autre part, les dispositions en matière de connaissance linguistique du chef des agents. Les dispositions du nouvel article 69 concernent uniquement les dispositions en matière de connaissance linguistique du chef de ces agents pour lesquels une majorité normale suffit (Cour d'arbitrage, 30 mai 2000, n° 62/2000). Dans ce cas une majorité renforcée particulière ainsi que visée à l'article 4, dernier alinéa, de la Constitution n'est pas requise."

⁽²⁾ C.E., section d'administration, n° 73.698, 15 mai 1998.

Même s'il est exact que dans son arrêt 62/2000, la Cour d'arbitrage a jugé qu'une disposition qui exigeait une certaine connaissance linguistique n'avait pas d'autre portée que de permettre que soient respectées les prescriptions pour l'accomplissement des actes de nature administrative contenues dans les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, et ne réglait donc pas une matière visée à l'article 129, § 2, premier tiret, deuxième phrase de la Constitution, force est de constater que la portée de la présente disposition est, en tout état de cause, plus large que celle qui a fait l'objet de l'arrêt 62/2000.

En effet, l'alinéa 3 de l'article 69 en projet dispose :

"Les services dans lesquels les membres du personnel des services de police visés à l'alinéa 1^{er} doivent être organisés de manière telle que, conformément aux présentes lois, il puisse être fait usage du français, du néerlandais ou de l'allemand dans les rapports avec le public."

Il peut difficilement être contesté qu'une telle disposition règle l'emploi des langues dans les services concernés.

Il convient d'inscrire dans un projet de loi spéciale distinct les dispositions de l'article 69 en projet dans la mesure où elles s'appliquent à des communes ou groupes de communes contigus à une autre région linguistique et où la loi prescrit ou permet l'emploi d'une autre langue que celle de la région dans laquelle elles sont situées.

Article 7

1. L'article 43quinquies, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire prévoit que l'examen de la connaissance de la langue autre que celle du diplôme, doit être "adapté aux exigences de la fonction concernée".

La question se pose de savoir si l'auteur du projet entend ainsi prévoir un examen distinct pour chaque fonction pour laquelle la connaissance de la deuxième langue sera requise, avec comme conséquence que les magistrats devraient présenter à nouveau cet examen chaque fois qu'ils postuleront pour une de ces différentes fonctions.

.../...

Une telle exigence pourrait se révéler être disproportionnée à l'objectif poursuivi.

En tout état de cause l'auteur du projet doit préciser ses intentions.

2. Par ailleurs, dans le texte français du même alinéa, il y a lieu d'écrire "les examens du doctorat ou de la licence en droit".

3. A l'alinéa 2, toujours dans le texte français, mieux vaut écrire "sont" plutôt que "ont été".

4. Le projet ne fait pas apparaître une différence entre l'examen portant sur la connaissance orale passive et active et la connaissance passive écrite, prévu à l'alinéa 3, et l'examen ayant partiellement le même objet prévu à l'alinéa 4.

Tel que le projet est rédigé, le candidat qui souhaite justifier de sa connaissance de la deuxième langue pour être nommé à une des fonctions visées à l'alinéa 4 doit, en effet, justifier, au cours de deux examens distincts, de sa connaissance orale active et passive et de sa connaissance écrite passive de cette langue, sans que ne soit spécifié, par exemple, un degré de difficulté différent.

L'auteur du projet doit préciser ses intentions.

5. L'alinéa 4 ne vise pas, parmi les fonctions pour lesquelles une connaissance écrite active est requise, celles prévues à l'article 46 la loi du 15 juin 1935 précitée.

Suivant l'arrêt 62/2000 précité de la Cour d'arbitrage,

"B.6.2. En 1963, le législateur a modifié les articles 46 et 53 de la loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, compte tenu de la circonstance que certains cantons judiciaires unilingues comprenaient des communes où, comme l'exige l'article 6, § 4, de la loi du 28 juin 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative, modifiée par la loi du 8 novembre 1962, les

avis et communications au public doivent être établis dans les deux langues nationales (Doc. parl., Chambre, 1962-1963, n° 610-1, p. 5, n° 610-3, p. 4, et Ann., Chambre, 18 juillet 1963, pp. 21-22).

B.6.3. Les travaux préparatoires précités de la loi du 9 août 1963 font apparaître que le législateur a établi un lien entre l'existence de facilités en matière administrative dans les communes de la frontière linguistique et la connaissance obligatoire de la seconde langue nationale des juges de paix et/ou des juges de paix suppléants et des greffiers en chef des cantons judiciaires dont font partie ces communes. Cette mesure, qui est concrétisée aux articles 46 et 53, § 5, de la loi concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, ne règle pas, en réalité, l'emploi des langues en matière judiciaire, mais permet que les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par l'arrêté royal du 18 juillet 1966, soient respectées pour l'accomplissement des actes de nature administrative qui entrent dans les attributions des juridictions cantonales."

L'article 46, lu à la lumière de cet arrêt, suppose donc une connaissance écrite active de la deuxième langue de la part des juges de paix ou des juges de paix suppléants qui y sont visés.

Il convient donc de référer également à cet article dans l'article 43quinquies, § 1^{er}, alinéa 4, en projet.

6. Le projet ne comporte aucune disposition transitoire. La loi doit prévoir que les magistrats ayant justifié de la connaissance d'une langue autre que celle de leur diplôme sous l'empire de l'actuel article 43quinquies sont assimilés à ceux qui ont réussi le deuxième examen visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, de l'article 43quinquies en projet.

Article 8

1. La rétroactivité doit être justifiée d'autant plus que des litiges sont en cours.

2. Les articles 43ter, § 6, alinéa 6, et 43quinquies, § 3, en projet qui permettent l'entrée en vigueur différée du texte doivent faire l'objet d'un article distinct.

Voorafgaande opmerking

Het voorontwerp van wet moet, gelet op de strekking ervan, niet alleen door de Minister van Ambtenarenzaken worden voorgedragen en medeondertekend, maar ook door de Minister van Justitie; deze laatste kan overeenkomstig artikel 259bis - 12, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek het advies inwinnen van de Hoge Raad voor de Justitie.

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Dispositief

Artikel 2

Artikel 30 van de Grondwet bepaalt het volgende :

"Het gebruik van de in België gesproken talen is vrij; het kan niet worden geregeld dan door de wet en alleen voor handelingen van het openbaar gezag en voor gerechtszaken".

In de aangelegenheden die volgens de Grondwet alleen bij wet kunnen worden geregeld, moet de wet zelf de essentiële elementen van de betrokken aangelegenheid bepalen. Aan de Koning kan slechts een beperkte uitvoeringsbevoegdheid worden verleend.

In dat verband rijzen met betrekking tot het ontworpen artikel 2 twee problemen.

1. In de memorie van toelichting staat te lezen :

"De notie «federale overheidsdienst» is de nieuwe benaming voor een «ministerie» en werd gecreëerd door het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overheidsdienst.".

Toen de gemachtigde ambtenaren daarover om uitleg is gevraagd, hebben ze erop gewezen dat naar het idee van de steller van het ontwerp het begrip "gecentraliseerde federale overheidsdienst", dat voorkomt in het ontworpen artikel 43, § 8, 1°, alleen slaat op de federale overheidsdiensten ingesteld bij het koninklijk besluit van 7 november 2000. De huidige ministeries zouden, zolang ze niet vervangen worden of opgenomen worden in één van de nieuwe "federale overheidsdiensten", blijven vallen onder de huidige regeling van artikel 43, en niet onder de nieuwe regeling ingevoerd bij het ontworpen artikel 43ter.

Die uitleg blijkt niet uit de tekst van het ontwerp.

Daarbij komt dat wegens het hierboven vermelde, in de Grondwet neergelegde wettelijkheidsvereiste de wet die het gebruik van de talen in de diensten van algemeen bestuur regelt, dus niet mag verwijzen naar bepaalde diensten zoals ze door de Koning zijn ingesteld, maar moet verwijzen naar categorieën van diensten, die door de wet zelf in abstracto zijn bepaald ³.

Die categorieën moeten worden bepaald door middel van wettelijke begripsomschrijvingen die eenduidig geredigeerd zijn en ze mogen niet vallen onder onderscheiden regels, tenzij zulks met redenen omkleed wordt.

2. Het hierboven vermelde, in de Grondwet neergelegde wettelijkheidsvereiste sluit uit dat aan de Koning enige machtiging wordt verleend om de lijst aan te vullen van de administratieve diensten waarop de wet van toepassing is door de werkingssfeer van de wet aldus vast te leggen.

(3) Zo schrijft artikel 1 van de gecoördineerde wetten voor dat diezelfde wetten onder meer van toepassing zijn "op de gecentraliseerde en gedecentraliseerde openbare diensten van de Staat ...". In geen enkele bepaling is er sprake van "ministeries". In zoverre het ontworpen artikel 43, § 8, voorschrijft dat de bepalingen van dat artikel geen toepassing vinden op "de centrale diensten van de gecentraliseerde federale overheidsdiensten", strekt het er bijgevolg niet toe de centrale diensten van de enkele "federale overheidsdiensten" ingesteld met toepassing van het koninklijk besluit van 7 november 2000 aan de werkingssfeer ervan te onttrekken, maar wel die van alle gecentraliseerde administraties van de Staat, met inbegrip dus van de huidige federale "ministeries".

Het tweede lid van het ontworpen artikel 43, § 8, 1°, moet bijgevolg vervallen.

Artikel 3

1. Artikel 43, § 3, van de gecoördineerde wetten bepaalt dat de betrekkingen tussen de taalkaders verdeeld moeten worden

"met inachtneming, op alle trappen van de hiërarchie, van het wezenlijk belang dat de Nederlandse en Franse taalgebieden respectievelijk voor iedere dienst vertegenwoordigen."

Het ontworpen artikel 43ter, § 3, voorziet in een soortgelijke bepaling voor de centrale diensten waarvan sprake is in artikel 43, § 8, met dien verstande evenwel dat het begrip "trappen van de hiërarchie" (in het Frans : degrés de la hiérarchie) vervangen wordt door het begrip "taaltrappen" (in het Frans : seuils).

In de memorie van toelichting staat daaromtrent het volgende te lezen :

"Paragraaf 3 van artikel 43ter is, zoals gesteld, nagenoeg identiek aan § 3 van artikel 43 van dezelfde wetten. De opdeling in taaltrappen wordt behouden maar gezien de afplatting van de hiërarchie in het kader van de responsabilisering van alle personeelsleden, zullen er minder taaltrappen zijn."

Die uitleg is onverstaanbaar en verklaart in ieder geval niet het onderscheid tussen "taaltrappen" en "trappen van de hiërarchie". Indien de hervorming van de overheidsdiensten leidt tot een nivellering van de hiërarchie, zodat het begrip "trap van de hiërarchie" niet meer relevant is om de taalkaders vast te stellen, moet het begrip "taaltrappen", waardoor het voorgaande begrip zal worden vervangen, gepreciseerd worden, temeer daar geen enkele courante betekenis van dat woord voldoende duidelijk overeenstemt met wat hier wordt bedoeld.

2. Het ontworpen artikel 43ter, § 3, eerste lid, bepaalt voorts het volgende :

"... op elke taaltrap, de betrekking van voorzitter van het Directiecomité eventueel uitgezonderd, (worden) de betrekkingen die overeenstemmen met de door de Koning bepaalde managementfuncties en de betrekkingen die hieraan gelijkwaardig zijn in gelijke percentages verdeeld tussen de twee kaders.

.../...

Bovendien worden alle betrekkingen van voorzitter van het Directiecomité over de diensten bedoeld in artikel 43, § 8 in gelijke percentages toegewezen aan de Nederlandse en Franse taalrol."

Volgens het vierde lid van diezelfde paragraaf kan de Koning bij een met redenen omkleed besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad afwijken van die regel van gelijkmatige verdeling

"... ten behoeve van de centrale diensten waarvan de attributen of de werkzaamheden de Nederlandse en Franse taalgebieden in ongelijke mate betreffen."

Omtrent die bepalingen moeten drie opmerkingen worden gemaakt.

- a) Om te beginnen is het weliswaar aanvaardbaar dat de wet de Koning, bij een met redenen omkleed besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, machtigt om onder de voorwaarden waarin die wet voorziet af te wijken van de algemene regel vervat in die wet, maar de Koning kan niet tevens bevoegd zijn om zelf de werkingssfeer van die algemene regel te bepalen.

Het staat krachtens artikel 107 van de Grondwet weliswaar aan de Koning om de verschillende betrekkingen bij het algemeen bestuur vast te stellen, maar de bevoegdheid om de taalregeling betreffende die betrekkingen te bepalen komt toe aan de wetgever. De wet moet dus verwijzen naar categorieën van betrekkingen in abstracto, doch niet naar betrekkingen of categorieën van betrekkingen vastgesteld door de Koning.

Bijgevolg moeten in paragraaf 3, eerste lid, de woorden "door de Koning bepaalde" vervallen.

- b) Het is de Raad van State niet duidelijk wat wordt bedoeld met de "betrekkingen ... gelijkwaardig aan de betrekkingen die overeenstemmen met managementfuncties".

De memorie van toelichting moet daarover nadere uitleg verstrekken en moet onder meer preciseren of de betrekkingen in "stafffuncties" waarvan sprake is in artikel 2, § 1, tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 2 mei 2001, al dan niet als zodanige betrekkingen moeten worden beschouwd.

- c) Het ontwerp voorziet in een dubbele pariteit : enerzijds onder de managementfuncties binnen iedere centrale dienst, de betrekking van voorzitter van het directiecomité eventueel uitgezonderd, en anderzijds onder de betrekkingen van voorzitter van het directiecomité.

Pariteit onder de betrekkingen van voorzitter van het directiecomité vooronderstelt dat het aantal van die betrekkingen even is. Aangezien iedere federale overheidsdienst slechts één zodanige betrekking telt, zulks krachtens het koninklijk besluit van 7 november 2000 houdende oprichting en samenstelling van de organen die gemeenschappelijk zijn aan iedere federale overheidsdienst, moet de ontworpen wet op grond van het gelijkheidsbeginsel voorzien in het geval dat een oneven aantal van die federale overheidsdiensten wordt opgericht.

Bovendien, en meer wat de grond van de zaak betreft, houdt de regel dat de betrekkingen van voorzitter van het directiecomité in voorkomend geval niet in aanmerking worden genomen bij de beoordeling of binnen een bepaalde overheidsdienst pariteit heerst, noodzakelijkerwijs in dat die betrekking bij een bepaalde taalrol wordt ingedeeld, ofwel de Nederlandse taalrol, ofwel de Franse, als het aantal betrekkingen in managementfuncties oneven is.

In paragraaf 2 moet derhalve de betrekking van voorzitter van het directiecomité worden uitgesloten van die regeling indien het aantal te vervullen betrekkingen oneven is, zulks om een contradictie te voorkomen tussen de regel vervat in paragraaf 2, eerste lid, en die vervat in paragraaf 3.

3. Volgens de ontworpen paragraaf 6, eerste lid, kan een ambtenaar worden geëvalueerd door een ambtenaar van de andere taalrol, mits deze het bewijs heeft geleverd van de "functionele kennis" van de taal van de geëvalueerde persoon, een begrip dat wordt gedefinieerd als een kennis "aangepast aan de uitoefening van deze evaluatietaken hetgeen inhoudt dat hij [de evaluator] in staat moet zijn zijn medewerkers te begrijpen en door hen begrepen te worden". De actieve schriftelijke kennis van de tweede taal zou niet vereist zijn.

Volgens het derde lid van diezelfde paragraaf kan in afwijking van artikel 39, § 1, een beroep worden gedaan op "vertalers voor het opstellen van elk document met betrekking tot de evaluatie van een ambtenaar".

Volgens het ontwerp kan aldus onder meer het verslag van een evaluatiegesprek geredigeerd worden in een andere taal dan die van de ambtenaar, namelijk in de taal waarin het gesprek heeft plaatsgehad.

Omtrent die bepaling dienen twee opmerkingen te worden gemaakt.

Allereerst moet de strekking van de afwijking worden gepreciseerd. Er bestaat immers een nauw verband tussen de eigenlijke evaluatieprocedures en die welke onder meer betrekking hebben op de tucht of de loopbaan van de ambtenaren ⁴.

Bovendien moet die afwijking omringd worden met voorwaarden, zodat de ambtenaar de garantie heeft dat hij kan opkomen tegen ieder document dat een vertaling vormt.

Artikel 6

In verband met deze bepaling van het ontwerp heeft de Vaste Commissie voor Taaltoezicht onder meer de volgende opmerking gemaakt :

"Aan de [gecoördineerde wetten] wordt een nieuw artikel 69 toegevoegd volgens hetwelk de leden van de federale politie die een functie uitoefenen in een dienst waarin, door de [gecoördineerde wetten], een zekere kennis van een andere taal wordt geëist, hun betrekking behouden gedurende de periode die werd vastgesteld bij in ministerraad overlegd koninklijk besluit (maximum 5 jaar). Binnen die periode zullen zij aan de taalkennisvereisten moeten voldoen.

Wanneer die personeelsleden worden aangesteld in een gemeente met een speciale regeling, moet die overgangsmaatregel het voorwerp uitmaken van een bijzondere wet, goedgekeurd bij meerderheid als bepaald in artikel 4, laatste lid, van de Grondwet."

Daarop heeft de Regering het volgende geantwoord :

"... er moet een onderscheid worden gemaakt tussen, enerzijds bepalingen inzake taalkennis in hoofde van deze ambtenaren waarvoor een gewone meerderheid volstaat (A.H., 30 mei 2000, nr. 62/2000). Er is dus in casu geen bijzondere versterkte meerderheid als bedoeld in artikel 4, laatste lid, van de Grondwet, vereist."

⁽⁴⁾ RvS, afdeling administratie, nr. 73.698, 15 mei 1998.

Ook al heeft het Arbitragehof in zijn arrest 62/2000 inderdaad geoordeeld dat een bepaling waarbij enige taalkennis geëist wordt geen andere strekking heeft dan ervoor te zorgen dat de voorschriften voor de totstandkoming van bestuurshandelingen opgenomen in de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken in acht worden genomen, en dus geen aangelegenheid regelt als bedoeld in artikel 129, § 2, eerste streepje, tweede zin, van de Grondwet, toch moet worden vastgesteld dat de strekking van de onderhavige bepaling in ieder geval ruimer is dan die waarop arrest 62/2000 betrekking had.

Het derde lid van het ontworpen artikel 69 bepaalt immers het volgende :

"De diensten in dewelke de in het eerste lid bedoelde personeelsleden van de politiediensten een ambt bekleden worden derwijze georganiseerd dat overeenkomstig deze wetten voor de omgang met het publiek het Nederlands, Frans of Duits kan worden gebruikt."

Het valt moeilijk te betwisten dat een zodanige bepaling het gebruik van de talen in de betrokken diensten regelt.

Het bepaalde in het ontworpen artikel 69 moet worden opgenomen in een onderscheiden ontwerp van bijzondere wet, in zoverre die bepalingen van toepassing zijn op gemeenten of groepen van gemeenten die grenzen aan een ander taalgebied en waar de wet het gebruik voorschrijft of toelaat van een andere taal dan die van het gebied waarin die gemeenten of groepen van gemeenten gelegen zijn.

Artikel 7

1. Het ontworpen artikel 43quinquies, § 1, eerste lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in bestuurszaken bepaalt dat het examen over de kennis van de andere taal dan die van het diploma "aangepast aan de vereisten van de betrokken functie" moet zijn.

De vraag rijst of de steller van het ontwerp aldus beoogt te voorzien in een onderscheiden examen voor iedere functie waarvoor de kennis van de tweede taal vereist zal zijn, met als gevolg dat de magistraten dat examen opnieuw moeten afleggen telkens als ze solliciteren naar een van die verschillende functies.

Een zodanig vereiste kan blijken buiten verhouding te staan tot het beoogde doel.

De steller van het ontwerp moet hoe dan ook zijn bedoelingen expliciteren.

2. Voorts schrijve men in de Franse tekst van hetzelfde lid "les examens du doctorat ou de la licence en droit".

3. In de Franse tekst van het tweede lid schrijve men "sont" in plaats van "ont été".

4. Blijkens het ontwerp is er geen verschil tussen het examen over de passieve en actieve mondelinge kennis en over de passieve schriftelijke kennis, waarvan sprake is in het derde lid, en het examen waarvan sprake is in het vierde lid, dat gedeeltelijk dezelfde strekking heeft als het eerstgenoemde examen.

Zoals het ontwerp geredigeerd is, moet de sollicitant die wenst te doen blijken van de kennis van de tweede taal om benoemd te worden in één van de functies omschreven in het vierde lid, immers in twee onderscheiden examens doen blijken van de actieve en passieve mondelinge kennis, alsook van de passieve schriftelijke kennis van die taal, zonder dat bij voorbeeld een verschillende moeilijkheidsgraad gespecificeerd wordt.

De steller van de tekst moet zijn bedoelingen toelichten.

5. In het vierde lid worden, wat de functies betreft waarvoor een actieve schriftelijke kennis vereist is, niet die vermeld waarvan sprake is in artikel 46 van de voornoemde wet van 15 juni 1935.

Het voornoemde arrest 62/2000 van het Arbitragehof stelt in dat verband

"B.6.2. De wetgever heeft in 1963 de artikelen 46 en 53 van de gerechtstaalwet gewijzigd, rekening houdend met het gegeven dat tot een aantal eentalige gerechtelijke kantons gemeenten behoorden waar, zoals opgelegd bij artikel 6, § 4, van de wet van 28 juni 1932 op het gebruik van de talen in bestuurszaken, gewijzigd bij wet van 8 november 1962, de berichten en mededelingen aan het publiek in beide landstalen moeten zijn gesteld (Parl. St., Kamer, 1962- 1963, nr. 610-1, p. 5, nr. 610-3, p. 4, en Hand., Kamer, 18 juli 1963, pp. 21-22).

B.6.3. Uit de hiervoor vermelde parlementaire voorbereiding van de wet van 9 augustus 1963 blijkt dat de wetgever een verband heeft gelegd tussen het bestaan van faciliteiten in bestuurszaken in de taalgrensgemeenten en de vereiste kennis van de tweede landstaal van de vrederechters en/of plaatsvervangende vrederechters en van de hoofdgriffiers van de gerechtelijke kantons waar die gemeenten deel van uitmaakten. Die maatregel, die is geconcretiseerd in de artikelen 46 en 53, § 5, van de gerechtstaalwet, regelt in werkelijkheid niet het gebruik van de talen in gerechtszaken, maar maakt het mogelijk dat de bij koninklijk besluit van 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken worden nageleefd bij het stellen van handelingen van administratieve aard, die tot de bevoegdheden van de kantonale rechtscolleges behoren."

Gelezen in het licht van dat arrest vooronderstelt artikel 46 dus dat de erin bedoelde vrederechters of de plaatsvervangend vrederechters een actieve schriftelijke kennis van de tweede taal bezitten.

In het ontworpen artikel 43quinquies, § 1, vierde lid, moet dus eveneens worden verwezen naar dit artikel 46.

6. Het ontwerp bevat geen enkele overgangsbepaling. De wet moet voorschrijven dat de magistraten die onder de gelding van het huidige artikel 43quinquies doen blijken hebben van de kennis van een andere taal dan de diplomataal, gelijkgesteld worden met die welke geslaagd zijn voor het tweede examen genoemd in het ontworpen artikel 43quinquies, § 1, vierde lid.

Artikel 8

1. De terugwerking moet worden verantwoord, temeer daar rechtsgeschillen hangende zijn.

2. De ontworpen artikelen 43ter, § 6, zesde lid, en 43quinqües, § 3, die voorzien in de inwerkingtreding van de tekst op een later tijdstip, moeten worden opgenomen in een onderscheiden artikel.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame M.-L. WILLOT-THOMAS,
Mevrouw

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs Y. KREINS,
de Heren P. LIÉNARDY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame B. VIGNERON,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

M.-L. WILLOT-THOMAS